

● (4.00 p.m.)

Faciliter le crédit ne suffit pas quand on songe au véritable besoin, celui d'augmenter le prix des produits. En fin de semaine dernière, j'ai assisté à des réunions dans ma circonscription. Je n'ai jamais si bien compris qu'en parlant aux cultivateurs, aux négociants en machines agricoles, aux représentants de tous les milieux, urbains et ruraux, que le temps presse pour ces gens-là. Ils ont étendu leur crédit à l'extrême limite. Ils ont emprunté tout ce qu'ils pouvaient des banques. La chose est manifeste d'après leurs arriérés avec la Société du crédit agricole: ils dépassent les 20 p. 100. Partout, les facilités de crédit ont été épuisées.

Les paiements anticipés et les facilités de crédit seront sans valeur d'ici peu. Nous touchons à la fin, au jour du règlement dans l'industrie agricole. Il est insensé de prétendre que les mesures dont la Chambre est saisie vont améliorer la situation. Le gouvernement, la Société du crédit agricole, les organismes bancaires et autres, n'aideront pas les propriétaires d'entreprises agricoles dans un avenir très prochain. Aucune des mesures étudiées par la Chambre pendant la session en cours ne remédiera à la situation. Il n'y a qu'une journée que nous délibérons de ce bill, alors que nous avons consacré plus d'une année au bill sur la commercialisation des produits de ferme. Rien dans le bill n'indique que les producteurs recevront même un cent de plus pour leurs produits. En l'examinant, on doit bien supposer que les frais d'administration bureaucratique augmenteront probablement le fardeau qui pèse sur le produit, fardeau que le producteur, plutôt que le consommateur, sera probablement appelé à supporter.

Je recommande instamment au ministre de se pencher sur le problème du crédit dans tout le pays. Il y a déjà eu beaucoup de faillites. Que je proclame cela ici a peut-être une résonance politique, et peut-être pas. Pourtant, il suffit de parler aux agriculteurs pour apprendre qu'ils ne pourront pas tenir au-delà de six mois de plus, que les banques les menacent de saisies et qu'ils sont en retard avec leurs remboursements au Crédit agricole. En entendant cela, nous savons qu'on est arrivé au bout de la route en ce qui concerne l'agriculture.

Pendant le dernier week-end, le Syndicat national des cultivateurs a organisé des manifestations à Edmonton, Regina et, je pense, Winnipeg. Il y a quelques années, je n'étais pas en faveur des manifestations. Je ne crois vraiment pas dans le gouvernement par la manifestation, mais les manifestations actuelles me paraissent entièrement différentes. Le gouvernement ne s'est pas soucié du tout du problème. Il n'a pas réagi aux paroles ni aux mises en garde. Il a continué de pondre des mesures législatives, ce qui n'a pas vraiment amélioré la conjoncture agricole. Que le ministre prenne garde, car un jour les cultivateurs de la nation se soulèveront contre lui. A moins qu'il n'accomplisse plus qu'il ne l'a fait dans le passé, il l'aura mérité. Nous ne saurions les en blâmer, car leurs exploitations, leurs entreprises, leurs épargnes et leurs rêves sont en voie de disparaître. Ici, au Parlement, nous nous contentons d'en parler et de leur accorder un peu plus de crédit alors qu'ils ont déjà dépassé la limite dans ce domaine. C'est comme si l'on appliquait un pansement à une jambe déjà amputée.

Au cours du débat d'hier sur la question, on a cité des chiffres qui laissaient voir les sommes d'argent qu'acheminaient vers l'agriculture les gouvernements de divers pays. On a signalé que le Canada déboursait environ \$350 par travailleur agricole. J'en conclus que les chiffres cités étaient ceux de l'année 1968. La même année, la Suisse qui est un petit pays consacrait à l'agriculture \$1,502 par travailleur agricole. Un petit pays comme la Suisse dépense environ \$1,500 par travailleur agricole et le Canada, seulement un peu plus de \$300. Comparons les réalisations des deux pays dans le passé. La Suisse a survécu au milieu d'un vrai nid de guêpes. Autour d'elles, les gouvernements sont tombés, ils ont fait banqueroute, il y a eu des guerres et des luttes et, cependant, la Suisse est restée stable. Ces chiffres indiquent que les Suisses ont appris leur histoire et reconnu l'importance de l'agriculture pour tout pays qui espère survivre.

On peut dire que les banques constituent le principal secteur de l'économie suisse et que l'agriculture n'est pas très importante dans ce pays lorsqu'on la considère objectivement, vu la distance qui nous sépare de ce pays. Les Suisses, toutefois, jugent l'agriculture assez importante pour y employer cinq fois plus de personnes par année que nous au Canada, et la Suisse n'est pas un pays agricole. Ce n'est pas sa principale industrie. Si on compare le produit national brut de l'agriculture au Canada à celui de la Suisse, on voit ce que je veux dire. Les Suisses comprennent que tout pays ou toute civilisation doit avoir une agriculture saine pour survivre. Les pays qui ont méconnu ce fait ont disparu à tout jamais sans laisser de trace. Si le ministre a œuvré tant soit peu dans ce domaine, j'estime qu'il devrait y consacrer trois fois plus d'efforts. Notre pays croîtra ou déclinera selon son agriculture. Il ne reste plus beaucoup de temps à nos cultivateurs.

Le député de Vegreville (M. Mazankowski) a extrait du rapport de la Commission du blé des chiffres très éloquentes. Ils indiquent la différence entre les ventes annoncées et effectuées et celles qui ne font pas l'objet de contrats avec d'autres pays. Ces chiffres m'ont scandalisé. Le ministre a annoncé à la Chambre d'importantes ventes de céréales aux républiques arabes et à la Russie, pourtant selon le député de Vegreville, seulement un faible pourcentage de ces ventes a été livré. En réalité, ces ventes se réduisaient à un contrat imprécis avec ces pays. S'ils pouvaient acheter leurs céréales à meilleur prix ailleurs, ils le faisaient, tandis que nous étions liés à notre entente.

● (4.10 p.m.)

L'hon. M. Lang: Pourrais-je poser une question au député?

M. Downey: Volontiers.

L'hon. M. Lang: Je voudrais demander au député s'il consentirait à lire les pages du rapport de la Commission du blé mentionnées par son collègue. Peut-être les comprendrait-il autrement que lui, puisque dans bien des cas, les dates indiquent nettement que les céréales devaient être livrées plus tard au cours de la campagne agricole.